

BARO

GRAPHIE

PAYS DE LORIENT

Croissance
France
+1% attendu en 2014



Artisanat
Morbihan
-1106 emplois en 2012



Chômage
Bretagne
Le taux grimpe à 9,4%



Chiffre d'Affaires
Pays de Lorient
+1,7% en un an



SOMMAIRE

Habitat

Immobilier ancien

2

Progression en ville,
tassement
sur le littoral...
L'observation du marché
de l'immobilier ancien.

Territoire

Les revenus

5

Comparaison
du niveau de vie
des ménages
à différentes échelles,
dont le Pays de Lorient.

Aménagement

Trame verte urbaine

8

Comment prendre
en compte la trame
verte urbaine ?
Étude concrète de
trois sites pilotes.

Aménagement

Articulation des espaces

10

Audélor accompagne
les communes
dans leurs projets urbains.
L'exemple
d'Inzinac-Lochrist.

Territoire

Emplois agricoles

22

L'observation de
l'agriculture est riche
d'enseignements.
Aujourd'hui, le secteur
crée de l'emploi.

» Actualité des
entreprises.....page 12

» Conjoncture.....page 14



Interrogés sur les atouts du Pays de Lorient dans le cadre de la préparation du SCoT, les communes citent abondamment sa diversité : urbain, rural et maritime. Le Barographe s'attache à présenter régulièrement les composantes de cette diversité et leurs interactions : développement urbain, économie maritime, activité agricole, trame paysagère, organisation des déplacements, etc.

En 2013, les relations entre monde urbain et monde rural ont été le sujet de plusieurs rencontres nationales : les 9^e rencontres nationales des SCoT se posaient la question "SCoT des villes, SCoT des champs ?", tandis que les rencontres de la FNAU s'intitulaient "Campagnes urbaines, un avenir à bâtir".

Dans les deux cas, la question des **solidarités villes-campagnes** était au centre de la discussion. Des solidarités à lire dans les deux sens selon Magali Talandier, économiste et urbaniste : *"les agglomérations redistribuent en France 17% des revenus qui y sont générés vers leurs périphéries ; mais les agglomérations, pour créer ces richesses, bénéficient de la main-d'œuvre de ces périphéries et des ressources de ces territoires"*.

D'un côté, le coût d'accès au logement et la qualité résidentielle ou récréative des "campagnes urbaines" est un facteur de l'attractivité des agglomérations. De l'autre, les "campagnes urbaines" ont du mal à être attractives hors des agglomérations. C'est ce que des élus de territoires ruraux, cités par Martin Vannier, professeur de géographie et d'aménagement, décrivent comme *"une communauté de destins avec les agglomérations"*.

Les solidarités sont économiques. Elles sont également sociales et environnementales. Deux exemples : la mise à disposition de transports collectifs sur un territoire étendu offre un accès aux ressources qui ne sont disponibles qu'en ville ; les continuités naturelles telles que les cours d'eau se déploient du rural à l'urbain ou au maritime et inversement.

A l'échelle de notre territoire, la question de la solidarité villes-campagnes sera au cœur de l'élaboration du SCoT.

» Étude des déplacements

Focus sur le trafic routier

Grâce à un croisement de tous les chiffres disponibles, dont des données communales, Audélor a réalisé une étude détaillée du trafic routier.

» Extraits de l'étude P. 20



Barographe N° 21
décembre 2013
ISSN 2118-1632

Tirage : 1200 exemplaires

Directeur de la publication : Philippe Leblanche

Rédaction : Audélor 02 97 88 22 50

Adaptation textes : eTrema 02 96 29 35 75

Design graphique : Alyzès 02 97 21 81 10

Impression : IBB

Audélor
Observatoire de l'agglomération

LORIENT AGGLOMÉRATION

Immobilier ancien : un marché instable

➤ Depuis 2007, le marché de l'immobilier ancien est instable. L'observation des fluctuations permet de dégager quelques tendances. Globalement, le marché des appartements évolue plus favorablement que celui des maisons. Et les prix se tassent sur le littoral et dans les périphéries alors que ce n'est pas le cas en ville.

l'info

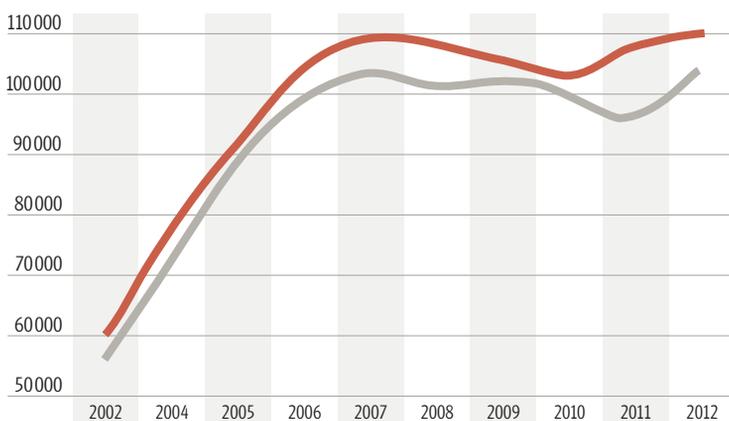
→ En 2012 le prix moyen est de 110 000 € pour un appartement, 202 000 € pour une maison.

APPARTEMENTS ANCIENS

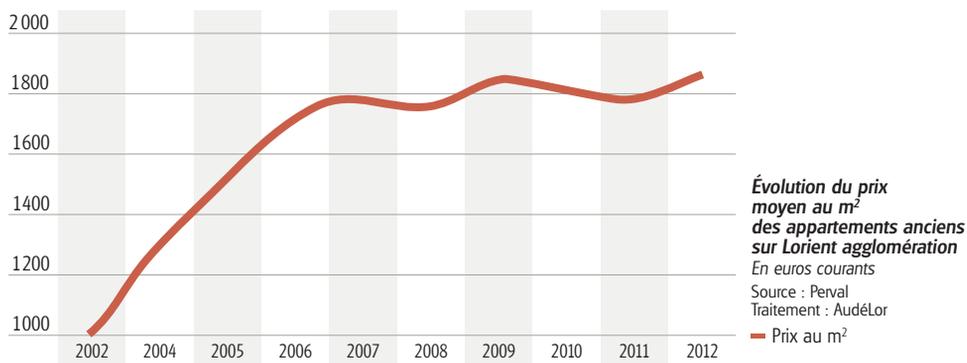
Retour au point culminant de 2007

Avec un prix moyen d'environ 110 000 € en 2012, les appartements anciens vendus sur Lorient Agglomération sont à leur niveau de 2007, point culminant de la hausse des années 2000, avec des caractéristiques moyennes similaires : environ 60 m², 3 pièces. Comme en 2007, la moitié des biens ont été échangés à moins de 104 000 €.

Évolution du prix moyen des appartements anciens sur Lorient agglomération
En euros courants
Source : Perval
Traitement : AudéLor



Ce retour au plafond de 2007 est issu d'un rebond initié en 2010, avec une hausse des prix de 3,18 % par an. Il fait suite à une baisse sur la période 2007-2010 de 1,88 % par an. Les prix au m² sont instables, avec des hausses et baisses qui s'enchaînent depuis 2007. Globalement, sur 2007-2012, on constate une hausse pour atteindre en moyenne 1868 €/m².



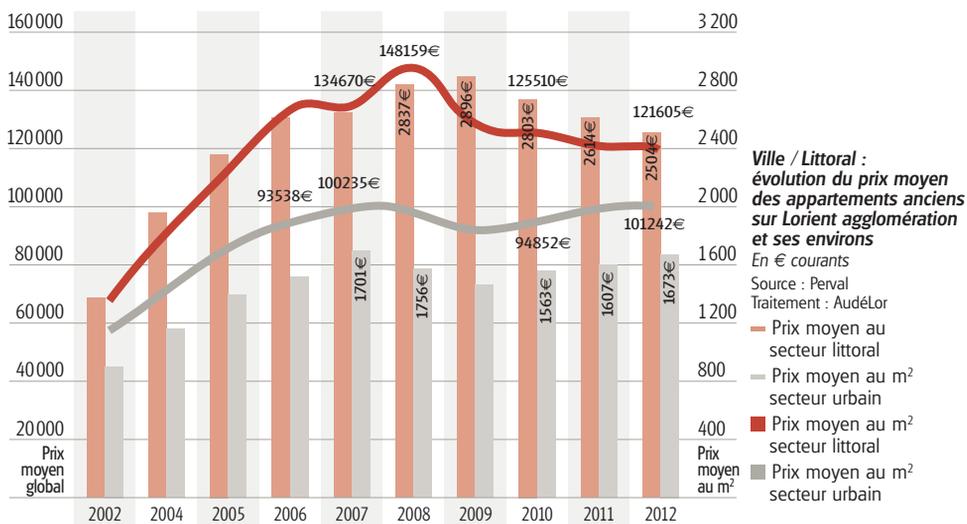
Ville/littoral : l'écart de prix diminue

Le marché de l'immobilier ancien est un marché très local : 74% des acquisitions sont réalisées par des personnes originaires du territoire. Contrairement au cliché parfois véhiculé, les franciliens et les seniors ne forment pas la part la plus importante des acquéreurs. Mais il est exact que plus l'acquéreur est âgé, plus il vient de loin, et plus il est attiré par le littoral. Ces éléments jouent sur l'évolution des budgets par profils.

Les prix au m² des appartements anciens baissent depuis 2008 sur le littoral. Ceci alors que les prix sont plutôt stables sur le marché urbain même s'ils restent, en moyenne, inférieurs à ceux du littoral.

Depuis 2007 l'écart entre les budgets des moins de 30 ans et des plus de 60 ans s'est considérablement réduit, passant de 56% au profit des plus âgés en 2008 à 19% en 2012. Mais c'est la baisse des prix sur le littoral, marché préférentiel des seniors, qui explique la réduction des écarts entre générations davantage que l'augmentation des budgets des moins de 30 ans

Pour les mêmes raisons, les budgets des "locaux", des bretons et des franciliens ont tendance à converger, sans être équivalents. Les budgets des personnes originaires du territoire ont peu évolué depuis 2007. Ils achètent en moyenne davantage en secteur urbain, des logements plus grands, moins chers au m².



Le marché fluctue à la baisse

Le prix moyen des maisons anciennes est de 202 000 € en 2012 sur Lorient Agglomération. C'est un peu moins qu'en 2007 (207 000 €), année où le marché est entré en phase de repli. Depuis la progression est incertaine d'une année sur l'autre avec une succession de baisses et de hausses. En 2012 il s'agit d'une baisse assez nette : -5,7% par rapport à l'année précédente. Globalement les prix ont reculé de 1,3% par an depuis 2008, les biens échangés sont un peu plus petits en taille et en nombre de pièces.

MAISONS ANCIENNES

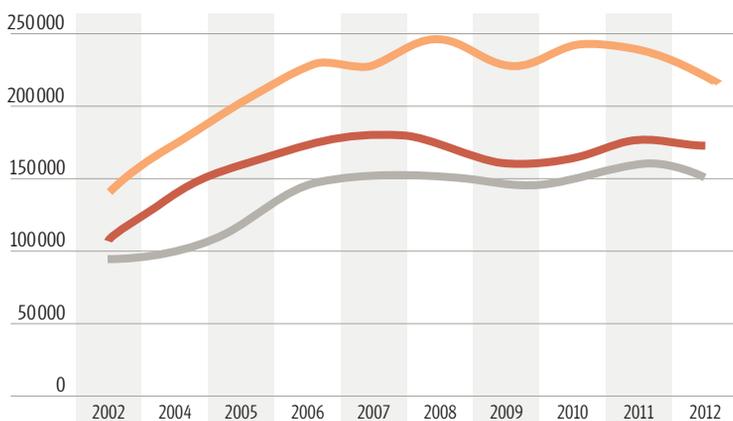
Évolution du prix moyen des maisons anciennes par secteurs sur Lorient agglomération

En € courants

Source : Perval

Traitement : AudéLor

- Secteur urbain
- Secteur littoral
- Secteur périurbain / rural



Comme pour les appartements, on constate une plus grande stabilité sur les secteurs urbain et périurbain que sur le littoral. Ce dernier affiche un prix moyen de 222 000 € en 2012, soit une baisse moyenne de 2,6% par an depuis 2008. Avec respectivement 171 000 € et 149 000 €, les secteurs urbain et périurbain n'ont connu une baisse que de 0,5% par an sur la même période et beaucoup moins de fluctuations annuelles.

LOCAUX

74%

Près de 3 acquisitions sur 4 sont le fait de personnes habitant le territoire.

Un budget stable pour les locaux

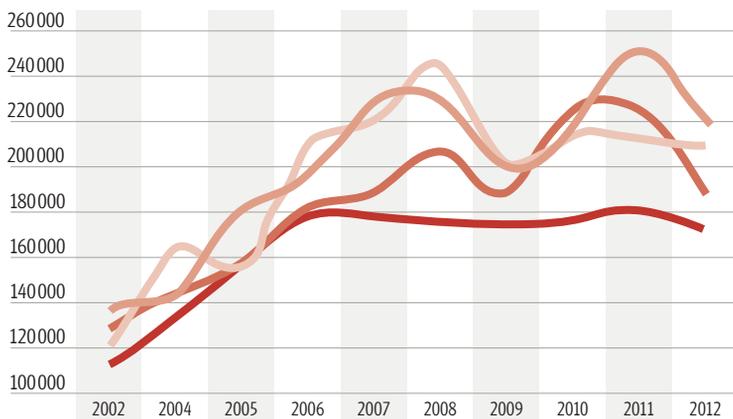
Le budget moyen des acquéreurs locaux (173 000 €) est toujours nettement inférieur à celui des acheteurs externes, pour les mêmes raisons qu'évoquées précédemment : la moindre intervention sur le littoral. Leur budget moyen se stabilise depuis 2007. Formant la plus grande partie des acquéreurs, ils contribuent à stabiliser le marché des maisons anciennes par ailleurs plus volatil du côté des acquéreurs externes.

Évolution des budgets d'acquisition de maisons par origine géographique des acquéreurs

Source : Perval

Traitement : AudéLor

- "Locaux"
- Bretons
- Franciliens
- Autres

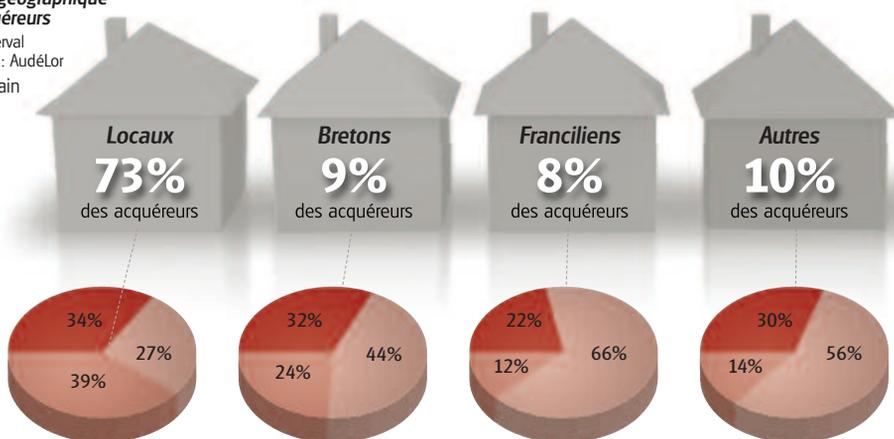


Secteur d'achat de maisons selon l'origine géographique des acquéreurs

Source : Perval

Traitement : AudéLor

- Périurbain
- Ville
- Littoral



PAYS DE LORIENT

Le niveau de vie progresse



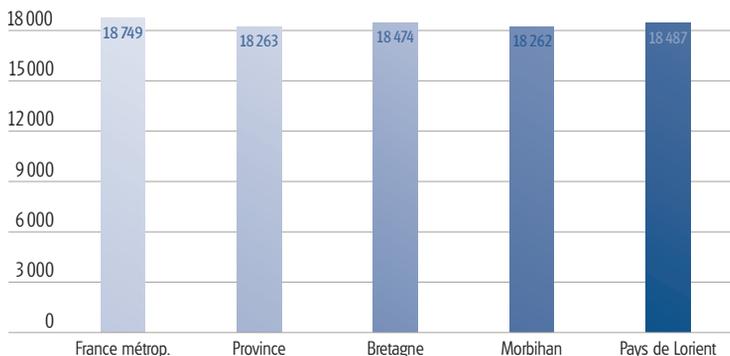
AudéLor a comparé les niveaux de vie en 2010 des ménages du Pays de Lorient avec leurs équivalents aux niveaux national, régional et départemental. Il en ressort que le niveau de vie local est proche ou légèrement supérieur aux moyennes observées, grâce à une progression récente plus importante qu'ailleurs.

pour en savoir plus

→ Communications n°58 et 59 en ligne sur le site AudéLor

Mieux que le niveau provincial

La médiane des revenus (50% des ménages sont au-dessus et 50% en dessous) s'établit à 18 487 € pour le Pays de Lorient en 2010. Ce niveau est en deçà de celui de la France métropolitaine, car ce dernier bénéficie de l'impact de l'île de France qui concentre 25% des revenus pour 18 % des foyers fiscaux. En revanche la médiane des revenus du Pays de Lorient se classe devant le niveau de la Bretagne qui est déjà assez élevé puisque la région se classe 7^e sur 22 régions et bien au-dessus de celui observé en province.



Médiane par unités de consommation en 2010
En euros

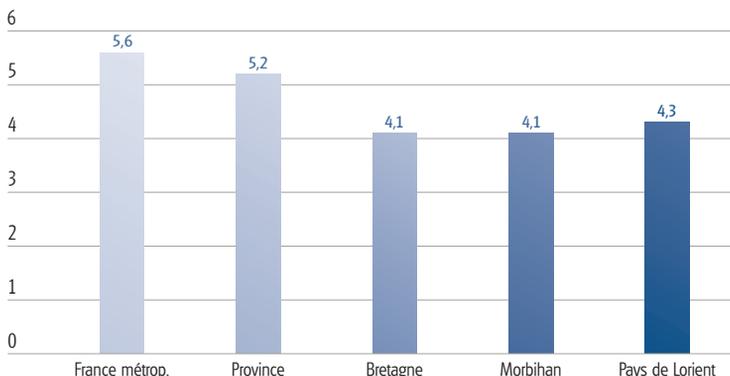
Source : INSEE - Revenus fiscaux localisés
Traitement : AudéLor

Le niveau de vie de l'unité urbaine de Lorient (qui comprend 5 communes, Lorient, Lanester, Larmor-Plage, Plœmeur et Quéven, pour 115 000 habitants) supporte bien la comparaison avec ses pairs de taille équivalente. La médiane de l'unité urbaine de Lorient s'établit à 18 261 €. Elle est supérieure à celle des 28 unités urbaines de 100 000 à 199 999 habitants (18 101 €).

Parmi les plus égalitaires

Le rapport interdécile - le 9^e décile rapporté au 1^{er} décile mesure les inégalités de revenus - du Pays de Lorient est inférieur à celui de la moyenne nationale (province ou France métropole).

Il se situe un petit peu au-dessus des niveaux morbihannais et breton. Il est à noter que la Bretagne et les Pays de la Loire sont les régions les plus égalitaires de France, avec un rapport interdécile de 4,07 et 4,11.



Rapport interdécile par unité de consommation en 2009
 Source : INSEE - Revenus fiscaux localisés
 Traitement : Audélor

Ainsi les revenus les plus faibles du Pays de Lorient sont légèrement supérieurs à ceux de la province (1000 € de plus sur l'année) tandis que les revenus les plus élevés le sont un peu moins (environ 1500 € de moins).

Sur la courbe, les revenus de la province ne deviennent supérieurs à ceux du Pays de Lorient qu'à partir du 7^e décile soit pour les 30% les plus riches.

L'essentiel provient des salaires et retraites

Les salaires représentent la part la plus importante des revenus, sur tous les territoires observés. Avec les pensions, ils composent les revenus à plus de 80 % pour toutes les échelles et près de 90 % sur le Pays de Lorient.



Structure des revenus en 2010
 En pourcentage
 Source : INSEE - Revenus fiscaux localisés
 ■ Pensions / retraites
 ■ Salaires

La part des salaires s'élève à 58,1 % pour le Pays de Lorient. Ce poids est un peu plus important que sur le Morbihan mais moins que sur la Bretagne et la France, province et métropole.

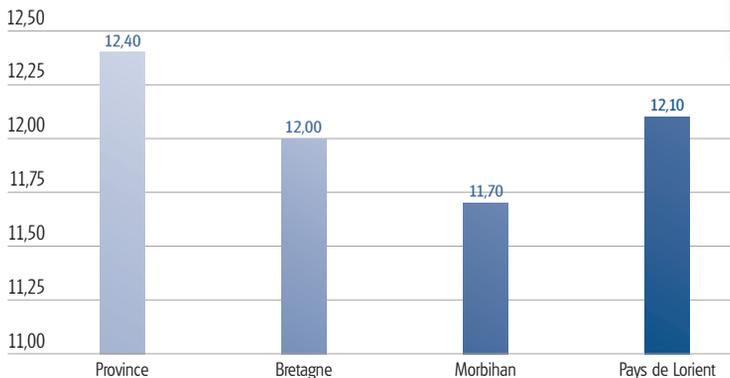
La part des bénéfices sur le Pays de Lorient est un peu plus importante qu'en France métropolitaine mais moins qu'en Bretagne et Morbihan. Les "autres revenus", composés essentiellement des revenus du patrimoine, sont moins importants que sur les autres échelles comparées.

On observe sur le territoire lorientais une forte proportion des revenus issus des retraites et pensions (30,9%) comparable à celle du département (30,5%) alors que le niveau global de la province est de 26,6%.

Un taux horaire correct

Sur le territoire, le salaire net horaire moyen est de 12,1 €. Il est maintenant au-dessus des moyennes régionale et départementale, mais reste inférieur à la moyenne en province.

Entre 2009 et 2010, c'est sur le Pays de Lorient que l'augmentation a été la plus forte (+50 centimes).



RÉMUNÉRATION

+14,7%

Le salaire horaire du travail à temps complet a augmenté de 14,7 % depuis 2005.

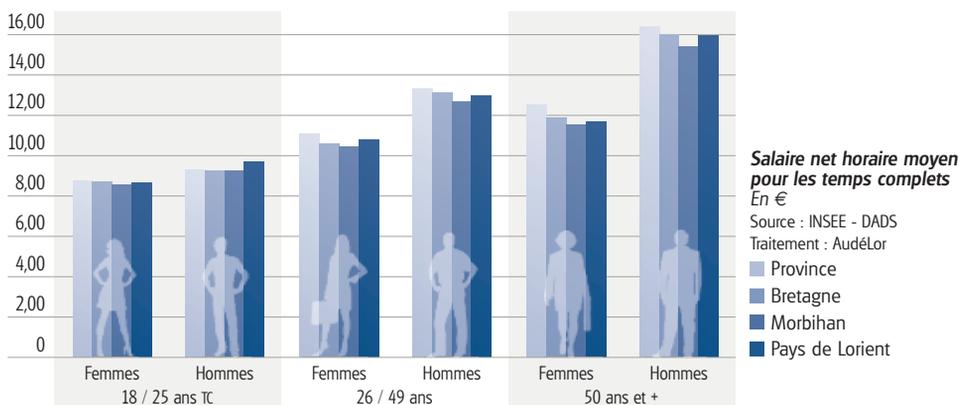
Salaires nets horaires moyens en 2010
En euros

Source : INSEE - DADS
Traitement : AudéLor

Cette bonne moyenne du territoire s'explique par l'évolution favorable de la rémunération du travail à temps complet. Celle-ci atteint 12,5 € sur le Pays de Lorient en 2010, un chiffre supérieur à celui de la Bretagne (12,3 €) et de plus en plus proche de celui de la province (12,7 €). Ainsi, c'est sur le Pays de Lorient que l'augmentation est la plus importante depuis 2005 (+14,7% contre +12,4% en province).

Inégalité homme/femme, ici comme partout

Sur toutes les échelles observées les salaires nets horaires moyens à temps complet des hommes sont supérieurs à ceux des femmes, et cet écart augmente avec l'âge. Sur le Pays de Lorient, l'écart est plus marqué qu'ailleurs entre 18 et 25 ans (1 €) du fait du bon niveau de rémunération des hommes localement. Il rejoint ensuite les autres écarts observés pour atteindre 4€ dans la tranche 50 ans et plus.



Salaires nets horaires moyens pour les temps complets
En €

Source : INSEE - DADS
Traitement : AudéLor

Province
Bretagne
Morbihan
Pays de Lorient

La rémunération horaire des temps partiels est inférieure à celle des temps complets. La différence est de l'ordre de 1 € pour toutes les tranches d'âges. Là encore, les femmes sont moins bien rémunérées, l'écart homme/femme augmentant avec l'âge pour atteindre plus de 5€ chez les 50 ans et plus.

QUELQUES CLÉS POUR COMPRENDRE

Niveau de vie, il est égal au revenu disponible du ménage divisé par le nombre d'unités de consommation. Les unités de consommation (UC) sont calculées selon l'échelle d'équivalence dite de l'OCDE modifiée, qui attribue 1 UC au premier adulte du ménage, 0,5 UC aux autres personnes de 14 ans ou plus et 0,3 UC aux enfants de moins de 14 ans. Le niveau de vie est donc le même pour toutes les personnes d'un même ménage. **Le niveau de vie médian** qui partage la population en deux, est tel que la moitié des personnes disposent d'un niveau de vie inférieur, l'autre moitié d'un niveau de vie supérieur.

TERRITOIRE DU SCOT

Trame verte urbaine : l'étude de trois sites pilotes

➤ Préserver des liens naturels entre ville et campagne, créer un espace de transition entre périphérie et littoral... La trame verte et bleue vise à constituer une continuité écologique qui profite au territoire et à ses habitants. L'étude de trois sites pilotes, choisis pour leurs particularités, permettra de construire une méthodologie d'intégration de la trame verte urbaine dans les futurs PLU et projets d'aménagement.

en savoir plus

→ Sur www.scot-orient.fr : infos et documents à télécharger rubrique "Les travaux en cours/La trame verte et bleue" ; programme des ateliers rubrique "Les ateliers et animations".

L'étude a pour objectif de tester différentes méthodes adaptables au cas particulier de chaque commune en s'appuyant sur des sites pilotes. Cette recherche méthodologique doit faciliter la prise en compte et l'intégration de la trame verte urbaine dans sa dimension multifonctionnelle : espaces récréatifs pour les habitants, déplacements, diversité biologique et paysagère, gestion des eaux, qualité du cadre de vie... Les trois sites choisis l'ont été pour leurs configurations particulières très marquées.

LE SITE DE GESTEL

Anticiper le PLU

Gestel est l'exemple type d'une petite commune rurale résidentielle. L'approche utilisée pour identifier la trame verte et bleue est "empirique".

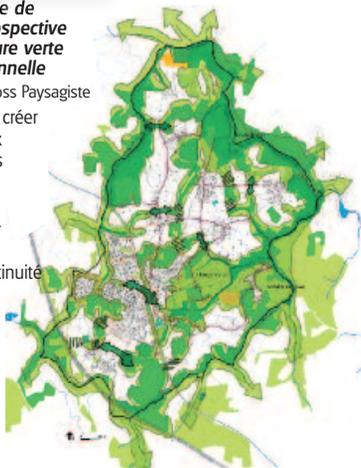
Pour la révéler, il a fallu utiliser les outils cartographiques, les éléments issus de repérages terrain et ceux extraits d'entretiens auprès de personnes ressources. Gestel n'étant pas une commune soumise à une forte pression foncière ou encore au renouvellement urbain, il semblait pertinent de tester une approche "simple", économe en moyens et en temps.

Traduit dans l'ensemble des pièces du PLU, le travail effectué apporte des éléments qualitatifs au projet communal et révèle des enjeux d'aménagement : les liens inter-quartiers (liaisons douces), les liens entre ville et espaces de nature de proximité (parcs, espaces publics), le traitement des franges urbaines (zone de contact entre deux milieux), et l'intégration d'éléments de gestion des eaux dans le paysage.

Gestel : carte de la vision prospective de la structure verte multifonctionnelle

Source : M. Gross Paysagiste

- ➔ Liaisons à créer entre deux continuités naturelles
- ☑ Liaisons à renforcer au sein d'une continuité



Un espace naturel ceinturé de zones urbaines

La Croizetière est un espace de nature ceinturé par les agglomérations de Port-Louis, Locmiquélic et Rianteac. Cette configuration particulière ajoutée à la proximité de la mer permet de travailler sur deux volets : les enjeux de connexions écologique et paysagère dans un secteur soumis aux pressions urbaines et les enjeux sociaux.

L'approche "Biodiversité" consiste à connaître les milieux et le réseau qu'ils forment, ainsi que le fonctionnement des milieux et des espèces présentes : lieu de nourriture, de repos, de reproduction.

Elle permet aussi de déceler des dysfonctionnements : taille des milieux, ruptures, manques de certains types de milieu, rayonnement de déplacement suivant les espèces considérées.

L'approche "Sociale" se focalise sur la fréquentation et le potentiel du secteur : le site est-il connu et utilisé par les habitants des trois communes ? C'est également l'occasion de définir des fonctions possibles comme site de ressources locales (agriculture de proximité, bois) et le rôle du site en tant que secteur d'articulation : déplacements doux, découverte d'un espace de nature de proximité.

LE SITE DE LA CROIZETIÈRE

La Croizetière : un espace naturel ceinturé

Source : AudéLor

■ Liaisons naturelles

▨ Espaces urbanisés



Liens nature et ville/nature en ville

Ville fortement marquée par sa géographie (fort relief et nombreux cours d'eau), Inzinzac-Lochrist est ceinturée d'espaces de nature. Cette configuration permet de tester une approche en trois volets.

L'approche "Biodiversité" consiste à comprendre les relations existantes entre le milieu urbain (espace de contact ville-nature) et les espaces de nature. Ce travail permet de connaître la biodiversité présente en ville mais aussi de comprendre son fonctionnement avec la périphérie.

L'approche "Sociotope" s'intéresse aux usages des espaces ouverts dans les pôles urbains (Inzinzac et Lochrist) à travers des relevés, de l'observation, des enquêtes et des ateliers participatifs avec la population. Les espaces appréciés, fréquentés ou peu attractifs ont pu être identifiés et catégorisés.

Enfin, l'approche "Paysage" offre un regard qualitatif sur l'ensemble des espaces. Les éléments "Biodiversité" et "Social" sont mis en relation. Les espaces présentant une forte valeur de biodiversité (souvent méconnue) sont la plupart du temps les plus appréciés par les habitants. L'ensemble permet de dessiner la trame verte et bleue multifonctionnelle sur la commune et de proposer des pistes de projet et d'aménagement.

LE SITE D'INZINZAC-LOCHRIST

Inzinzac-Lochrist : espaces "sociotopes" préférés

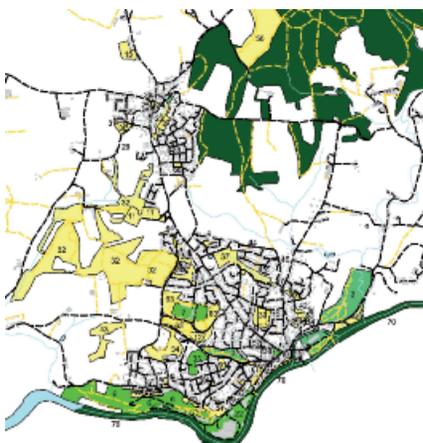
Source : enquête AudéLor

■ Pas cité

■ Peu cité (- de 5 fois)

■ Moyennement cité (5-15 fois)

■ Fortement cité (+ de 15 fois)



Pour aller plus loin

→ **Les ateliers du SCoT** : des ateliers sur l'intégration de la trame verte et bleue dans les documents d'urbanisme seront organisés en 2014. Ils permettront d'échanger sur les expériences de chacun et de dégager une réflexion commune et partagée sur le sujet.

→ **Un guide pratique** : l'ensemble ateliers et études débouchera sur un guide pratique d'aide à la définition et à l'intégration de la trame verte et bleue dans les pièces du PLU et les projets d'aménagement. Publication prévue pour fin 2014.



INZINZAC-LOCHRIST

Articulation entre espaces urbains, l'exemple d'Inzinzac-Lochrist

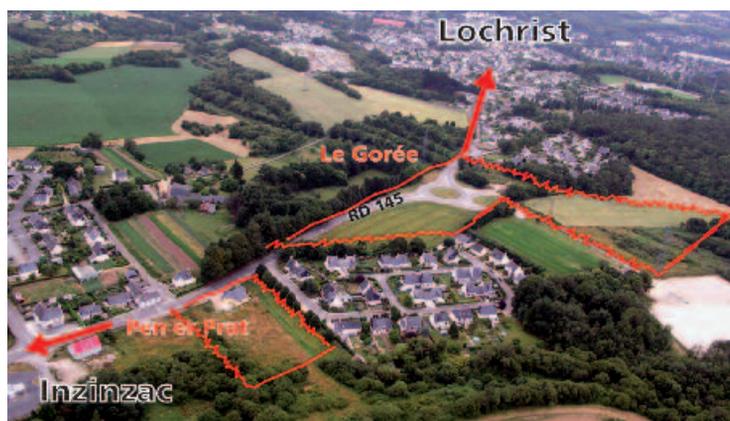
➤ Dans le cadre d'un travail prospectif sur le développement urbain d'Inzinzac-Lochrist, AudéLor a accompagné la commune dans sa réflexion sur l'aménagement d'un espace situé entre ses deux pôles urbains principaux. Ce partenariat a permis d'apporter un éclairage nouveau sur les enjeux à terme et les potentialités d'un site, qui est voué à devenir le trait d'union entre Inzinzac et Lochrist, ainsi qu'entre ville et campagne.

l'info

→ À ses communes adhérentes qui en font la demande, AudéLor propose un accompagnement par des études spécifiques, telles que l'articulation entre les différents espaces urbains et ruraux.

Une démarche de projet urbain

Sur la RD 145 qui relie Inzinzac à Lochrist, le secteur "Le Gorée /Pen er Prat" constitue un ensemble particulièrement stratégique tant sur le plan de l'offre foncière que de la localisation. La commune souhaitait l'étude simultanée de deux configurations, l'une avec une voie de désenclavement en entrée de ville en direction d'Hennebont, l'autre dans une perspective de continuité entre les deux pôles urbains de la commune. Finalement, c'est cette deuxième hypothèse qui a été étudiée.



Le Gorée/Pen er Prat :
vue aérienne
Photo Erwan Le Cornec

il s'agissait pour AudéLor d'alimenter la réflexion sur la continuité urbaine et les articulations possibles entre les espaces, en combinant différentes échelles, en apportant une vision spatiale et fonctionnelle, et en identifiant les atouts, contraintes et enjeux.

La phase d'analyse est fondamentale pour apporter une lecture pertinente sur les espaces et leurs fonctions. L'approche a mêlé différents angles : relief, trame végétale et hydrographie, dynamiques urbaines et socio-économiques, déplacements et relations fonctionnelles entre les espaces... Par exemple, la réflexion sur l'organisation des déplacements est primordiale car elle contribue à définir une nouvelle trame urbaine.

Élargir pour appréhender tous les enjeux

Les premiers travaux d'analyse ont amené AudéLor à proposer l'élargissement du périmètre de réflexion. Cette nouvelle vision territoriale a permis de mieux cerner les enjeux autour des différents espaces et de leurs interactions.

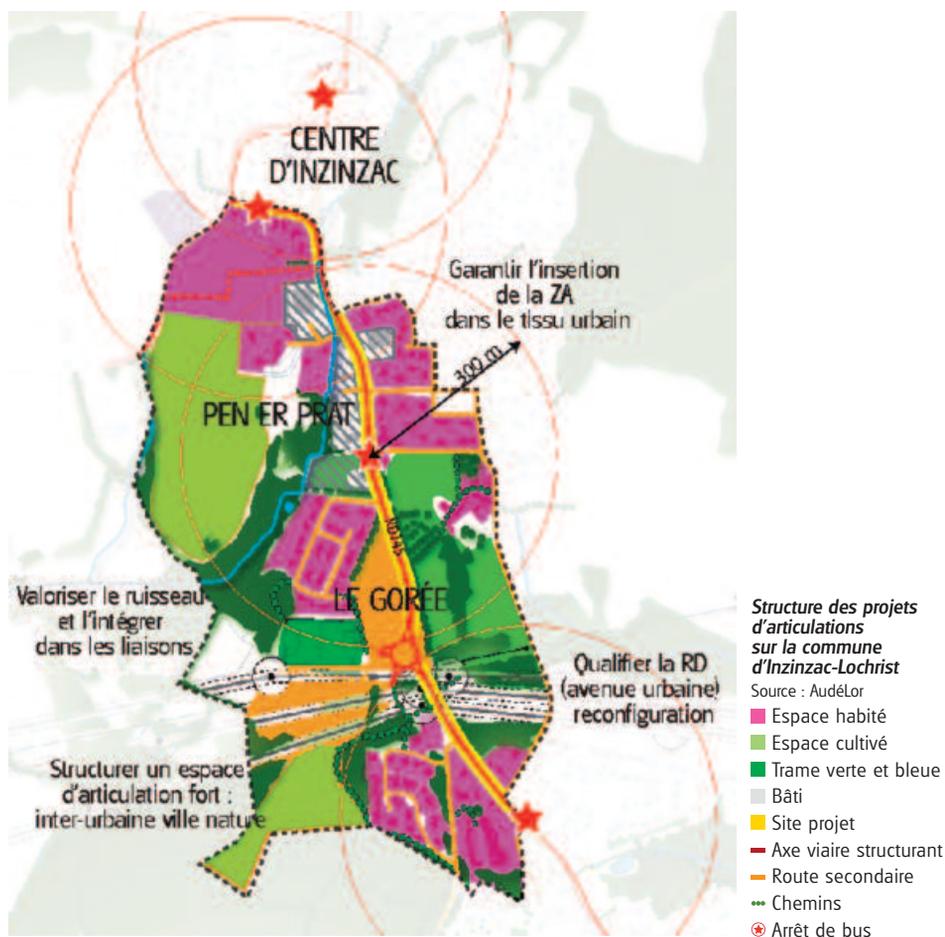
En intégrant dans le diagnostic, les quartiers et projets limitrophes ainsi que les espaces proches présentant des possibilités de mutation, il s'agissait de repositionner le site initial à la bonne échelle. Cette première étape s'est traduite par une carte synthétisant les principaux enjeux.

Il s'agit de créer un lieu d'interface, fort et structuré, assurant des articulations et continuités multiples : liaisons douces, ville-nature, inter-quartiers... L'enjeu est d'en faire un lieu qui contribue à l'identité de la commune, avec des qualités urbaines, en qualifiant les espaces publics. En premier lieu, il est proposé de transformer la route départementale en axe urbain de type avenue. Par ailleurs, la zone d'activités doit être insérée dans le tissu urbain comme un véritable pôle d'activités de proximité. Et le maillage des déplacements doux doit être conforté et développé pour assurer la continuité des liaisons, par exemple en s'appuyant sur la trame verte et bleue existante.

À partir de la carte des enjeux ainsi établie, la commune d'Inzinac-Lochrist, accompagnée par AudéLor, travaille sur plusieurs scénarios d'aménagement.

Un exemple de vision prospective : transformer la route départementale en axe urbain de type avenue.

Nouvelle vision des articulations et continuités



JUILLET 2013

- **Aéroport Lorient Bretagne Sud** PLCEMEUR
Lancement des travaux (2 millions d'euros) sur les taxiways et les parkings qui permettront d'accueillir des avions de plus grande capacité (plus de 220 passagers). Ces travaux sont financés par la Région, le Conseil général, Lorient agglomération, l'État et la CCI.
Le Télégramme. Juillet 2013

Lyo Production LORIENT
Anne Edith Cuillandre, salariée, reprend la société mise en vente par les cogérants.
Journal des entreprises. Juillet 2013

- **Green sails** LORIENT
L'entreprise spécialisée dans la création de sacs à partir de voiles de bateau recyclées connaît une forte croissance. Le chiffre d'affaires devrait atteindre 1,6 millions d'euros en 2013. Elle recherche des locaux plus grands pour poursuivre son développement.
Journal des entreprises. Juillet 2013

- **Plateau technique composite** PLCEMEUR
L'UBS et l'entreprise Coriolis vont créer un plateau technique dans les anciens locaux de l'entreprise Millenium au parc de Soye. Avec le robot fabriqué par Coriolis, il permettra de fabriquer des pièces en matériaux composites en plus grande série et toucher ainsi d'autres marchés comme l'automobile ou l'aéronautique.
Ouest-France. 31 août 2013

- **UBS** LORIENT - VANNES - PONTIVY
Pour la 1^{ère} fois depuis 3 ans, les effectifs de l'UBS (Lorient, Vannes, Pontivy) sont en augmentation : +500 étudiants environ. Ce qui témoigne de l'attractivité de l'université.
Ouest-France. 31 août 2013

- **CFAI** LORIENT
L'UIMM va construire un nouveau bâtiment pour le Centre de formation et d'apprentissage industriel dans la ZAC de la Cardonnière. L'objectif est de former 200 voire 250 apprentis. Le bâtiment de 3800 m² représente un coût de 5,5 millions d'euros financés à 70 % par des subventions. Lorient agglomération et la ville de Lorient soutiennent le projet à hauteur de 400 000 euros.
Le Télégramme. 10 septembre 2013

- **ENSIBS** LORIENT
Le bâtiment abritant l'École nationale supérieure d'ingénieurs de Bretagne Sud a été inauguré. Cet équipement de 6000 m² a une capacité de 350 étudiants – cap visé d'ici 3 ou 4 ans. L'investissement de 14,3 millions d'euros est financé par l'Europe, l'État, Lorient agglomération, le département et la région.
Le Télégramme. 13 septembre 2013

- **C et A** LORIENT
C et A s'est implantée dans un magasin de 1250 m² au sein de la zone de Kerulvé (Lorient Nord). L'établissement compte 6 salariés dont 3 à temps plein.
Ouest-France. 16 septembre 2013

- **Ar Vag Trédan** LORIENT
Le transrade Ar Vag Tredan (bateau électrique en breton) est mis en service sur la ligne Locmiquélic-Lorient. Il constitue, avec des condensateurs de grande capacité, une première technologique car il ne dégage aucune émission de carbone pour sa propulsion.
Le Télégramme. 18 septembre 2013

- **DCNS** LORIENT
La frégate multi-missions Provence construite par DCNS a été mise à l'eau. Elle est la 4^e des 12 FREMM commandée par la Marine Nationale (11) et la Marine Royale du Maroc (1). Actuellement, 5 FREMM sont en cours de réalisation sur le site de Lorient.
Ouest-France. 18 septembre 2013

- **Le Rex galerie** LORIENT
Un projet de galerie commerciale va voir le jour d'ici l'été 2014 dans les locaux de l'ancien cinéma Rex. La galerie comprendra 17 à 20 box de 30 à 300 m².
Le Télégramme. 19 septembre 2013

AOÛT 2013

SEPTEMBRE 2013

SEP. 2013

Artisanat MORBIHAN

En 2012, l'artisanat a perdu 1106 emplois dans le Morbihan (-3,7 %), en particulier dans le bâtiment. Le nombre de créations d'entreprises est en baisse (1250 contre 1440 l'année précédente).

Ouest-France. 28 septembre 2013

OCTOBRE 2013

Axilone Plastique GUIDEL

Une extension de 2000 m² est en cours sur le site de Guidel de cette entreprise spécialisée dans la fabrication de pièces plastiques pour le maquillage et les produits de soins. 3 millions d'investissements sont prévus, qui devraient induire entre 20 et 30 embauches.

Ouest-France. 9 octobre 2013

X-elek LORIENT

Spécialisée dans l'installation et la maintenance des équipements électriques, électroniques et informatiques embarqués, cette entreprise va licencier 6 des 22 salariés de Lorient.

Le Télégramme. 12 octobre 2013

DCNS LORIENT

Le chantier d'un nouveau bâtiment vient d'être lancé sur le site de DCNS Lorient. D'une surface de 8512 m² sur 3 niveaux, il accueillera 430 ingénieurs. Sa livraison est prévue début 2015.

Ouest-France. 24 octobre 2013.

ThyssenKrupp LANESTER

L'entreprise spécialisée dans les ascenseurs est touchée par un PSE (Plan de sauvegarde de l'emploi). L'agence de Lanester (27 salariés) pourrait être concernée.

Ouest-France. 30 octobre 2013

Saveurs et Logistique LORIENT

L'entreprise qui vend des produits lyophilisés notamment via le site lyophilise.com est en croissance. Pour renforcer ses fonds propres, elle a fait appel à Bretagne Sud Angels (50 000 euros).

Journal des entreprises. octobre 2013

NOVEMBRE 2013

Délifrance LANDÉVANT

Suite à un projet de restructuration au sein du groupe Grands Moulins de Paris, 43 postes de l'établissement spécialisé dans la boulangerie-pâtisserie surgelée sont menacés.

Ouest-France. 8 novembre 2013

DCNS LORIENT - LANESTER

L'entreprise a inauguré les locaux (1200 m²) de son "Universeaty" destinée à la formation des clients et partenaires du groupe.

Ouest-France. 9 novembre 2013

ID Mer LORIENT

Un an après son redressement judiciaire, l'institut va mieux.

Le chiffre d'affaires atteint 1 million d'euros en 2013.

Il souhaite poursuivre son développement notamment dans la valorisation des coproduits de la pêche

Ouest-France. 14 novembre 2013

Marsaudon composites LORIENT

Le bateau Neocit Observer, entièrement rénové par Marsaudon composites, a été mis à l'eau. Il est conçu pour faire le tour du monde sans émission de gaz carbonique. Les batteries seront chargées par des éoliennes, les hélices serviront d'hydrolienne et des panneaux solaires alimenteront les instruments de bord.

Ouest-France. 16 novembre 2013

Ebrex BRANDÉRION

Suite au rachat de l'entreprise de transport par Stef, le site de Brandérian (59 emplois) sera fermé en début d'année 2014.

Ouest-France. 21 novembre 2013

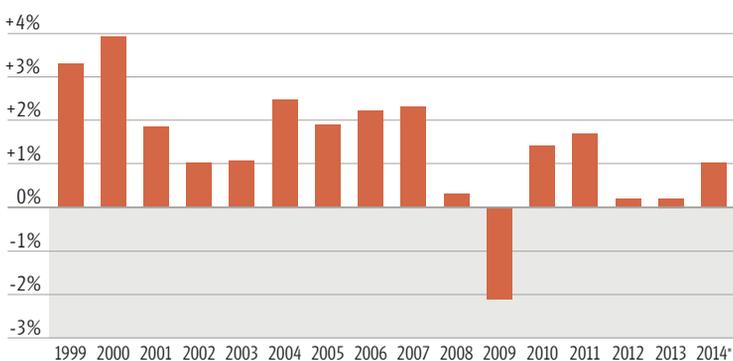
Lori SI HENNEBONT

L'entreprise spécialisée dans les systèmes d'impression inaugure ses nouveaux locaux (800 m²) au Parco. En 4 ans, elle a doublé son chiffre d'affaires et emploie désormais 13 collaborateurs.

Ouest-France, 22 novembre 2013.

France

→ Croissance : +1 % attendu en 2014



Évolution du PIB en France
Source : INSEE (1999-2013)
FMI (*estimation 2014)

Après deux années de “croissance zéro” en 2011 et 2012, la prévision de croissance pour 2014 est de +1 %.

France

→ Climat des affaires : la confiance revient

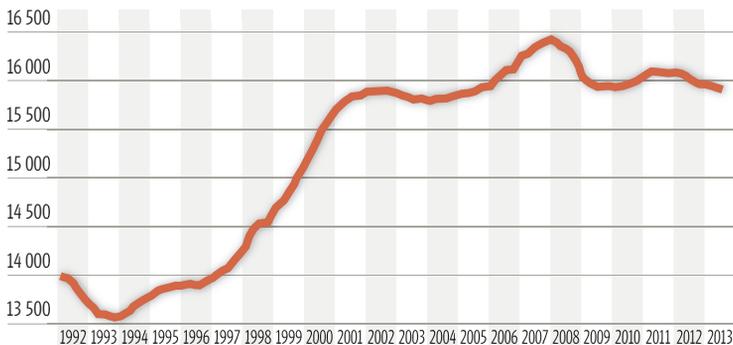


Climat des affaires
Indicateur de conjoncture
Source : INSEE

L'indicateur du climat des affaires en France, calculé à partir des réponses des chefs d'entreprise des principaux secteurs d'activité, s'établit à 95 points en octobre 2013. Il a augmenté de 11 points depuis mars 2013 et se rapproche de la moyenne de longue période (100).

France

→ La baisse de l'emploi salarié marchand se prolonge

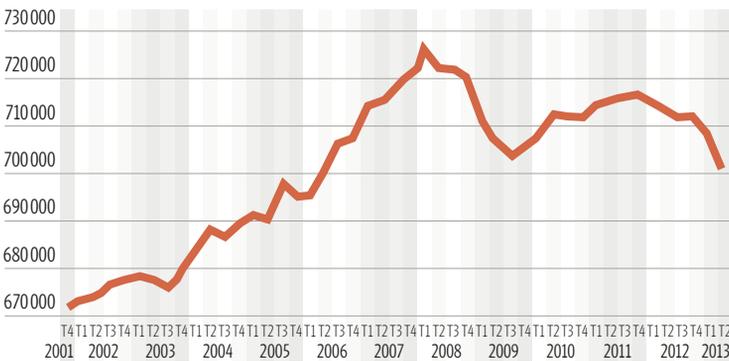


L'emploi salarié marchand en France métropolitaine
En milliers
Source : INSEE, estimations d'emplois, novembre 2013

En France métropolitaine, au 3^e trimestre 2013, l'emploi salarié dans les secteurs marchands poursuit la baisse entamée mi 2011. Il diminue de 17 000 emplois. Depuis juin 2011, la baisse atteint -187 00 emplois (-1,2 %).

Bretagne

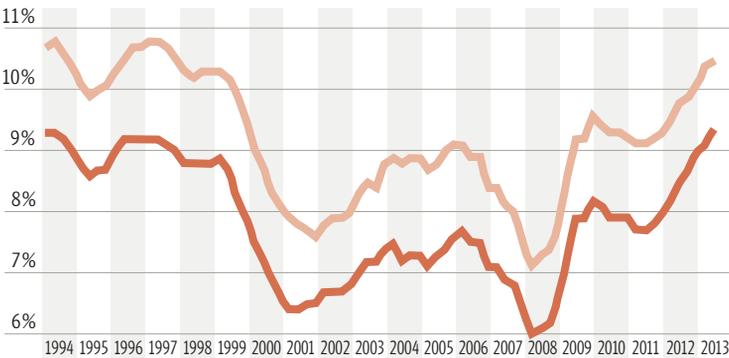
→ Baisse de l'emploi plus forte en Bretagne



Au cours du 1^{er} semestre 2013, en Bretagne, l'emploi salarié des secteurs marchands poursuit la diminution entamée en 2012. La baisse est de 10 500 au 1^{er} semestre 2013 après une baisse de 4700 sur l'ensemble de l'année 2012. Sur un an et demi, la baisse est ainsi de -2,1 % en Bretagne contre -0,9 % en France. Sur 5 ans, les évolutions sont beaucoup plus proches (-2,9 % contre -2,6 %).

Bretagne

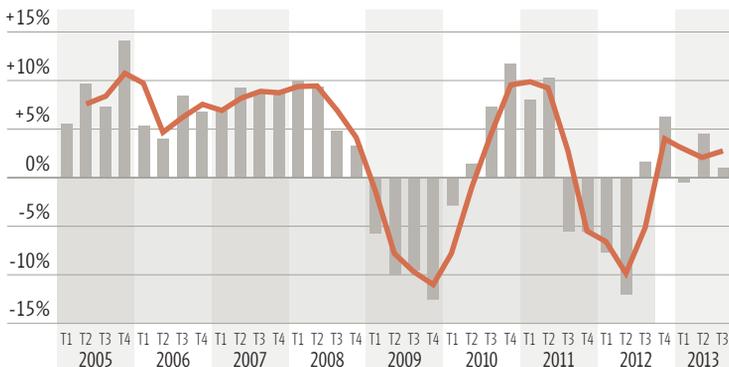
→ Le taux de chômage régional atteint 9,4 %



Depuis fin 2011, le taux de chômage s'est accru en Bretagne comme en France. Il a augmenté de 1,4 point dans notre région et de 1,2 point en France métropolitaine. Le taux de chômage en Bretagne atteint 9,4 % au 3^e trimestre 2013. Il est inférieur au taux national (10,5 %) comme ce qui est constaté depuis 20 ans.

Pays de Lorient

→ Chiffre d'affaires : un léger mieux en 2013



Dans le pays de Lorient, en 2013, le chiffre d'affaires retrouve une évolution favorable. Sur les 3 premiers trimestres, la tendance est à une progression de +1,7 % par an. Cette progression fait suite à une baisse sensible en 2012 (-3,4 %).

Pays de Lorient

→ 900 emplois perdus en 1 an

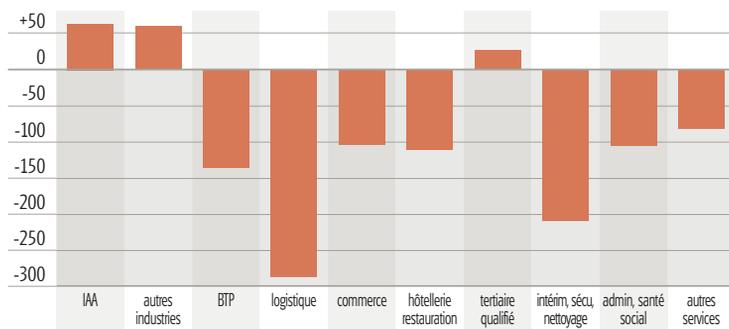


Évolution annuelle de l'emploi salarié privé dans le Pays de Lorient
Source : URSSAFF
Traitement AudéLor

En un an (juin 2012-juin 2013), dans le Pays de Lorient, l'emploi salarié privé a diminué de 900 emplois soit -1,7 %. Sur cette période, le Pays de Lorient est un peu plus touché que la moyenne régionale (-1,3 %). Toutefois, sur la période 2007-2013, le bilan reste positif dans le pays de Lorient (+350) soit +0,7 % alors qu'au niveau régional l'emploi baisse de -1,7 %.

Pays de Lorient

→ Une résistance de l'emploi industriel

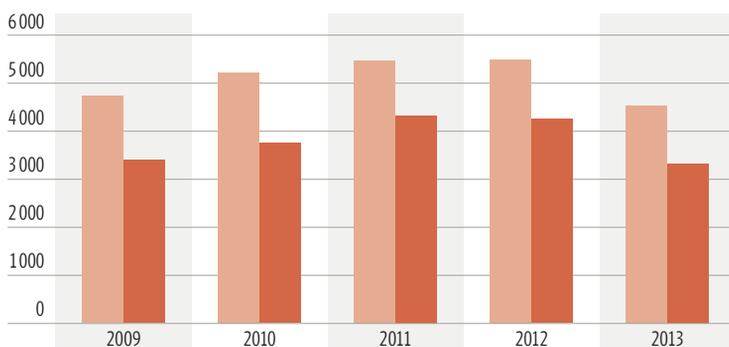


Évolution de l'emploi salarié privé de juin 2012 à juin 2013 dans le Pays de Lorient
Source : URSSAFF
Traitement AudéLor

Sur un an, les pertes d'emplois les plus importantes au niveau local se situent dans la logistique (transport, commerce de gros) et l'intérim, sécurité, nettoyage. En revanche, l'industrie enregistre une légère croissance de ses effectifs. Il en va de même dans le tertiaire qualifié (conseil, ingénierie...).

Pays de Lorient

→ Une baisse prononcée des embauches

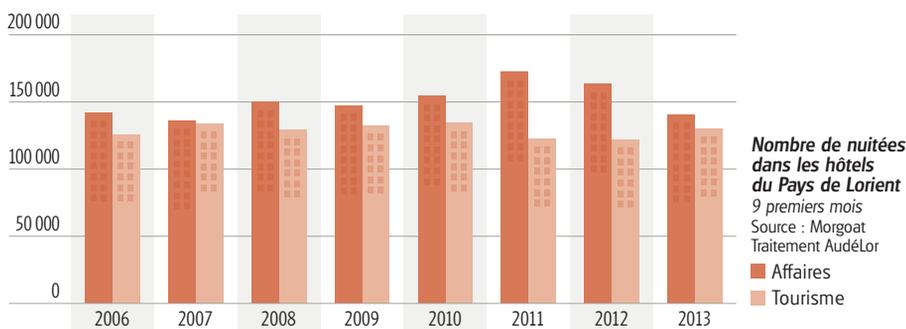


Nombre de CDI et CDD de plus d'un mois au cours du 1^{er} semestre
Source : URSSAFF (DUE)
Traitement AudéLor
■ CDD (1 mois et +)
■ CDI

Au cours du 1^{er} semestre 2013, 3346 nouveaux CDI et 4483 CDD d'un mois et plus ont été déclarés dans le Pays de Lorient. Ces volumes sont en diminution sensible par rapport au 1^{er} semestre 2012 : -22 % pour les CDI et -19 % pour les CDD d'un mois et plus.

Pays de Lorient

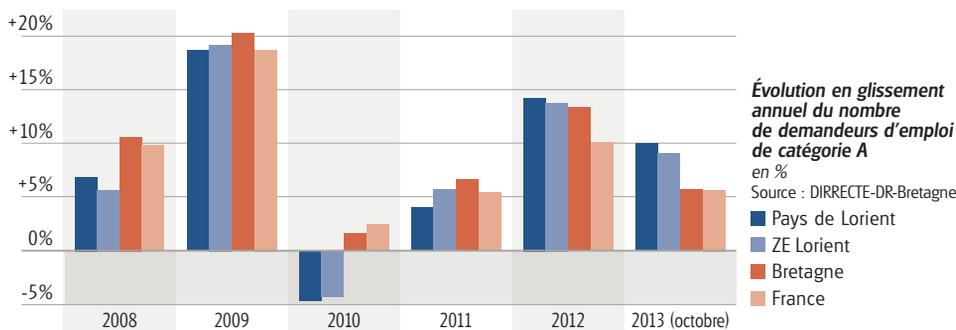
→ Nuitées dans les hôtels, motif affaires : -14,2 %



Sur les neuf premiers mois de l'année 2013, le nombre de nuitées dans les hôtels du pays de Lorient est en baisse par rapport à la même période de l'année 2012 (-5,2 %). Les nuitées pour motifs affaires diminuent de 14,2 % tandis que les nuitées pour motif tourisme progressent (+6,8 %). Le niveau global des nuitées retrouve celui de 2007.

Pays de Lorient

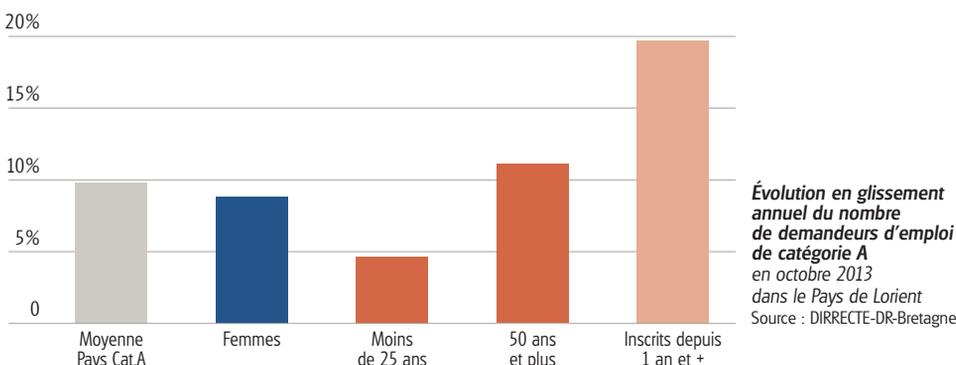
→ 10 % d'augmentation du chômage en 1 an



En glissement annuel, la hausse du chômage connaît un léger ralentissement à tous les échelons géographiques. En octobre 2013, dans le Pays de Lorient, la hausse est de +9,9 % en 1 an contre +14,3 % fin 2012. Comme en 2012, elle est supérieure aux évolutions régionale et nationale (autour de +6 %). 11 606 personnes sont inscrites en cat A fin septembre 2013. Le taux de chômage local (zone d'emploi) est de 10,2% en mars 2013 soit un niveau équivalent au taux français (10,4 %).

Pays de Lorient

→ Forte hausse du chômage de longue durée



En un an, le chômage de longue durée (+19,6 %) s'accroît nettement plus vite que la moyenne (+9,9 %). En septembre 2013, dans le pays de Lorient, 4232 demandeurs de cat A sont inscrits depuis 1 an ou plus soit 36,4 % du total (contre 34,7 % en Bretagne et 35,9 % en France).

PAYS DE LORIENT

La terre, source d'emplois

➤ AudéLor a mis en place un observatoire de l'agriculture dans le cadre d'une convention partenariale avec la Chambre d'agriculture et l'agglomération. Celui-ci a dressé un état des lieux de l'agriculture en matière d'emplois. L'observation des évolutions depuis 2007 permet de prendre la mesure d'un secteur qui rebondit au niveau de l'emploi, avec une croissance de ses effectifs de 21%.

pour en savoir plus

→ Téléchargez la Communication n°55 en ligne sur le site AudéLor.

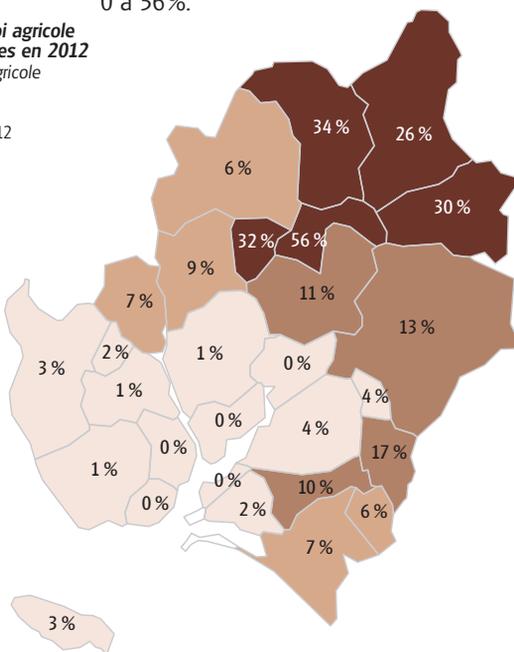
Une importance localement très forte

Sur l'ensemble du Pays de Lorient, les emplois agricoles (chefs d'exploitations et co-exploitants, conjoints, aides familiaux et salariés) représentent 2% des emplois totaux (MSA 2012 et INSEE 2009). Mais la part de l'agriculture dans l'emploi est très différente selon les communes, puisqu'elle varie de 0 à 56%.

Poids de l'emploi agricole sur les communes en 2012

Part de l'emploi agricole sur l'emploi total de la commune
Source : MSA56 2012
INSEE RP2009
Traitement AudéLor

- moins de 5%
- de 5 à 10%
- de 10 à 20%
- plus de 20%

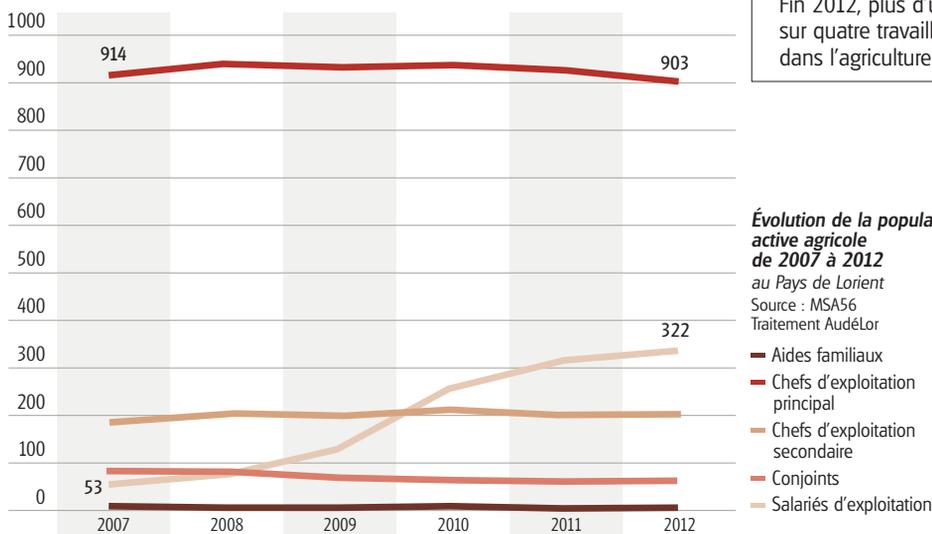


Pour neuf des communes du Pays, l'emploi agricole représente plus d'un emploi sur 10. Il s'agit de petites communes mais aussi de communes importantes comme Languidic et Inzinzac-Lochrist, qui comptent respectivement 2174 et 756 emplois au total.

Pour 5 communes au nord du Pays, la part de l'emploi agricole se monte même à plus de 25%, soit plus d'1 emploi sur 4.

L'agriculture recrute des salariés

La préservation de l'agriculture apparaît donc primordiale pour ces communes, d'autant que, sur les 6 dernières années, ce secteur crée de l'emploi. La population active dans les exploitations agricoles est passée de 1 244 personnes en 2007 à 1 504 en 2012, soit une augmentation de 21% des effectifs.



SALARIÉS

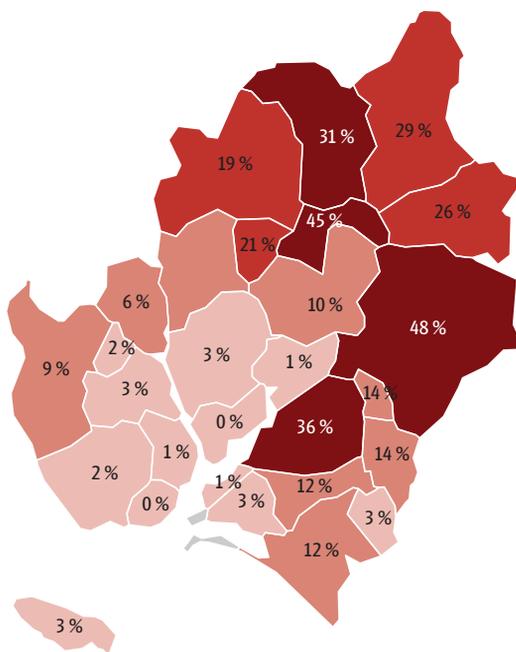
1/4 DE LA POPULATION AGRICOLE

Fin 2012, plus d'une personne sur quatre travaillant dans l'agriculture est un salarié.

Cette montée en effectifs de la population active agricole est surtout le fait de l'augmentation constante du nombre de salariés. Ils sont passés de 53 en 2007 à 332 en 2012, soit une augmentation de 526 %.

Un bond en avant qu'il faut relativiser car la population active agricole, salariés compris, avait subi une baisse importante entre 2000 et 2007. La reprise qui a suivi démontre la capacité d'adaptation du monde agricole sur le Pays de Lorient : regroupements, ouverture vers de nouveaux marchés, etc.

Le nombre des salariés pèse de plus en plus dans la population active agricole. Ainsi, au 31 décembre 2012, plus d'une personne sur quatre travaillant dans l'agriculture est un salarié hors cadre familial. Les aides familiaux ont quasiment disparu et les conjoints sont en baisse constante. Ces derniers ne sont plus que 64 en fin 2012.



Un lien fort avec l'agroalimentaire

D'après une étude de 2005, les débouchés des exploitations agricoles - coopératives, entreprises de négoce et industries agroalimentaires - se situent pour moitié dans le Pays de Lorient et, pour l'autre moitié, dans le reste de la Bretagne, principalement en Morbihan et Finistère.

Les entreprises agroalimentaires sont des maillons essentiels de la filière. Elles pèsent un poids non négligeable dans l'emploi du Pays de Lorient et alentour. L'industrie agroalimentaire, hors transformation du poisson et boulangerie, représente 2300 emplois sur le Pays de Lorient. Ce sont des laiteries à Pont-Scoff et Plouay, des entreprises d'abattage et de transformation de volailles à Plouay et Languidic, des entreprises de transformation de viande à Lorient et Guidel, une légumerie à Plouhinec, des fabriques d'aliments du bétail à Languidic et Hennebont.

L'emploi agricole et dans les industries agroalimentaires en 2011

Part de l'emploi liée à l'agriculture en %

Source : MSA56, ACOSS

Traitement AudéLor

moins de 5%

de 5 à 15%

de 15 à 30%

de 30 à 48%

PAYS DE LORIENT

Focus sur le trafic routier

» Comme partout, le trafic routier peut-être localement dense sur le Pays de Lorient. D'où l'intérêt de collecter l'ensemble des données disponibles et de les traiter pour dresser un état des lieux, mettre en évidence les évolutions et anticiper l'impact des aménagements à venir. AudéLor a croisé les données nationales, départementales et communales afin d'offrir une mise en perspective à toutes ces échelles du trafic routier.

l'info

→ En 10 ans, le trafic a augmenté de 16% sur les RN 24 et 165.

À L'ÉCHELLE RÉGIONALE

Lorient-Lanester : 80 000 véhicules jour

En 2011, le trafic journalier moyen des routes nationales de la Bretagne historique varie entre 3 500 et 101 000 véhicules selon les portions. Les segments de routes nationales les plus fréquentés (supérieurs à 50 000 véhicules/jour) se situent autour des agglomérations de Rennes, Nantes, Lorient, Saint-Brieuc, Vannes et Saint-Nazaire (par ordre d'importance).



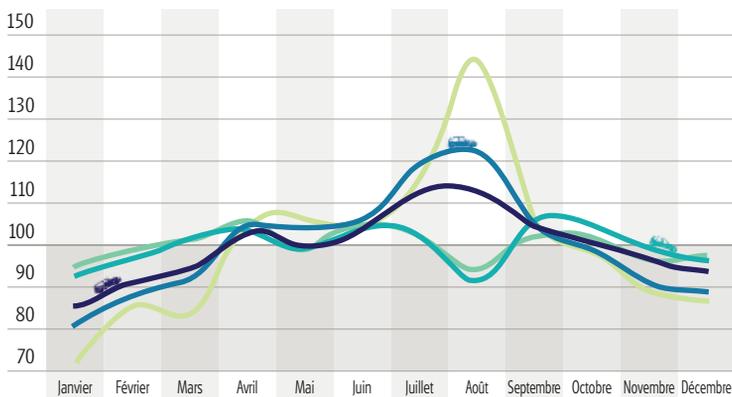
On dénombre jusqu'à 80 000 véhicules par jour entre Lorient et Lanester, chiffre comparable au trafic recensé sur les ceintures périphériques de Nantes et Rennes. Sur la RN 165 ou A 82 entre Briec (29) et Marzan (56), soit près de 170 kilomètres, le trafic est supérieur à 25 000 véhicules par jour sur la totalité du parcours. Sur le tronçon Vannes - Auray, le niveau de trafic est compris entre 50 000 et 65 000 véhicules jour.

Tourisme : un impact net

Les comptages permanents qui jalonnent les routes nationales permettent également de mesurer la saisonnalité du trafic. Sur les routes nationales du Pays de Lorient, on constate une augmentation marquée du trafic en période estivale. La variation entre janvier et août est de 32,5 %. Elle dépasse 51% sur l'agglomération vannetaise.

Plus on s'éloigne des grands pôles urbains et plus la saisonnalité se traduit par un gonflement du trafic en période estivale, notamment sur les nationales du sud de la Bretagne. Au niveau de La Roche Bernard (RN165) on passe du simple au double entre janvier et août (+100 %).

À l'inverse, les axes et couronnes périphériques des agglomérations de Brest, Nantes et Rennes connaissent un creux de trafic au mois d'août. Les fonctions métropolitaines de ces agglomérations (habitat, emploi, services, équipements) génèrent une masse de trafic tel que le ralentissement de l'activité économique en période estivale entraîne une baisse de trafic routier. Cette baisse n'est pas compensée par le trafic généré par le tourisme, trafic estival de transit compris.



JANVIER-AOÛT
+32,5%
 Le tourisme engendre un surcroît de trafic de 32,5 % sur nos routes nationales.

Saisonnalité comparée du trafic sur route nationale
 100 correspond à la moyenne de l'année sur chacun des secteurs
 Source : DIRO 2011
 Traitement : AudéLor

Le trafic a fortement augmenté

Sur les routes départementales et les routes nationales traversant le Pays de Lorient, 117 points de comptages ont permis d'analyser l'évolution du trafic entre 2001 et 2011. Les chiffres du trafic sur les routes nationales sont difficiles à interpréter puisqu'une partie non négligeable du flux est constituée de véhicules en transit.

En revanche, les données du Conseil Général sur les routes départementales offrent la possibilité d'analyser plus précisément les phénomènes de trafic routier dans l'espace et dans le temps sur le Pays de Lorient ou sur un secteur géographique particulier tel que le littoral, un groupement de communes ou un axe traversant le territoire...

Sur le Pays de Lorient, on dénombre 769 012 véhicules/jour en 2001 et 857 128 véhicules/jour en 2011 soit une augmentation de 11,5 % sur le total des 117 points de comptages renseignés (RD et RN) en 10 ans.

Sur les 7 points de comptage permanents de la RN 165 et la RN 24, le trafic augmente de +16 % entre 2001 et 2011. Il est passé de 250 696 véhicules à 290 973 par jour.

À L'ÉCHELLE INTERCOMMUNALE

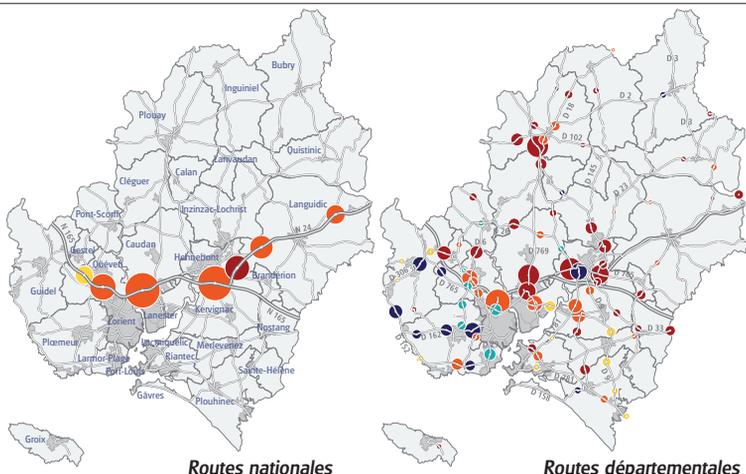
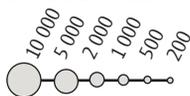
TRAFIC EN 10 ANS
+11,5%
 Le trafic RD + RN a augmenté de 11,5 % entre 2001 et 2011.

Évolution du trafic routier entre 2001 et 2011

Source : DIRO CG56
 BD Carto © IGN2013
 Traitement : AudéLor
 Évolution du trafic moyen journalier sur l'année en pourcentage

- positive de plus de 25%
- positive de 10 à 25%
- positive de 0 à 10%
- négative de 0 à 10%
- négative de plus de 10%

Trafic moyen journalier sur l'année en volume de véhicules



L'impact de la démographie

Le trafic des routes départementales, analysé sur 110 points de comptage, connaît une augmentation moins forte que celui des routes nationales mais importante tout de même (+9,2 %). Cette évolution apparaît très différente d'un secteur à l'autre du Pays de Lorient.

Les points de comptage situés sur les communes de Plœumeur et Larmor-Plage enregistrent dans la plupart des cas des baisses de trafic sur la période 2001-2011. Sur ces deux communes, la baisse de trafic est de 5 %, en lien avec la baisse de population sur cette période (environ 1% chacune).

La communauté de communes de Blavet Bellevue Océan a connu un fort développement urbain et démographique ces dernières années : +28 % de population entre 1999 et 2009. Sur une période quasi identique, de 2001 à 2011, les points de comptages des départementales situés sur ce secteur du territoire indiquent une augmentation du trafic de +16 %.

Axe Lorient-Roscoff : le boom

La RD 769 (axe Lorient - Roscoff) constitue la principale desserte routière des communes du nord du Pays de Lorient. Entre Caudan et Plouay, cette route a vu son trafic augmenter de près de 4 000 véhicules par jour au cours des 10 dernières années. Cette augmentation a été constatée à la fois au niveau la zone d'activités de Restavy à Plouay où le trafic est passé de 5 140 à 9 000 véhicules/jour entre 2001 et 2011 et au sud de Caudan à proximité des échangeurs de l'A 82 où, sur la même période, le trafic est passé de 13 890 à 17 750 véhicules/jour.

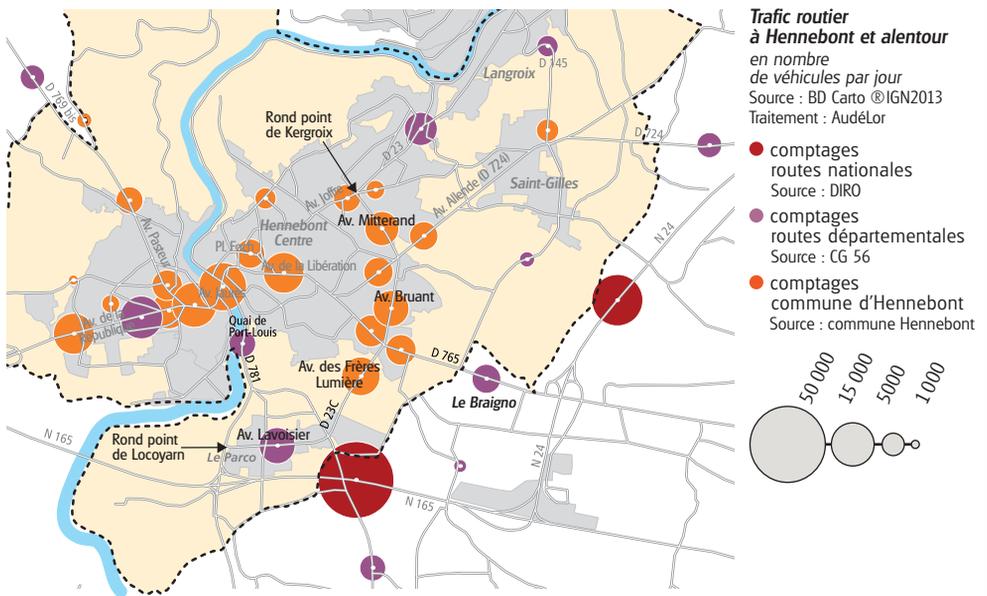
En 2009, le doublement de la RD 769 sur le tronçon Cléguer-Plouay a renforcé son rôle d'épine dorsale nord-sud du territoire. Cet aménagement routier favorise d'autant le développement urbain des communes situées à proximité, notamment Plouay et Calan.

L'exemple d'Hennebont

Quel volume de trafic génère la ville ? Comment se redistribue-t-il ? Ce sont les données issues des comptages effectués par ou à la demande des communes qui apportent réponses à ces questions.

Dans le cadre de sa mission d'observation des déplacements, AudéLor collecte également les données communales. La ville d'Hennebont a ainsi partagé les données issues de son étude "trafic routier" de janvier 2013. L'avantage, c'est de croiser ces données communales sur les principaux axes et carrefours stratégiques de l'espace urbain avec les données départementales sur lesquelles une rétrospective est possible jusqu'en 1994.

La vue d'ensemble obtenue permet de mieux appréhender le trafic urbain dans l'espace et dans le temps.



Des reports de trafic

À Hennebont, des reports de trafic d'un axe à l'autre ont ainsi pu être mis en évidence. La RD 781 connectée à l'actuelle A 82 ne joue plus le rôle de principale entrée sud et est de l'agglomération depuis l'aménagement de la RD 23C (avenues de contournement sud et est du centre-ville).

Le développement urbain principalement tourné vers l'est est aussi à l'origine de ce report de trafic.

Le quai de Port-Louis (RD 781) a vu son trafic chuter de près de 4 000 véhicules entre 1999 et 2011 (de 10 100 à 6 170 véhicules jour).

L'entrée est d'Hennebont au niveau de la zone artisanale du Braigno (RD 765 connectée à la RN 24) a, quant à elle, vu son trafic doubler sur la même période passant de 3 600 véhicules jour à 7 200. Les chiffres communaux de 2013 en dénombrent plus de 8 000 au niveau du centre commercial.

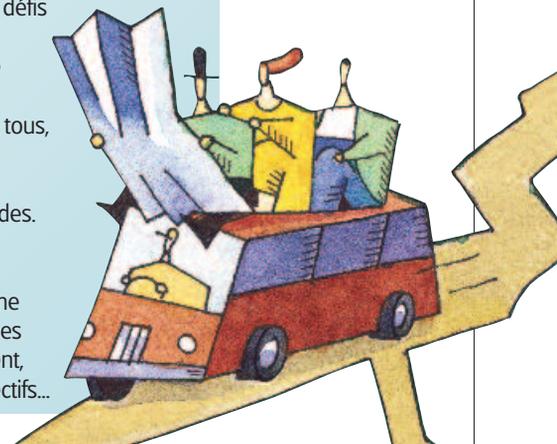
Par ailleurs, les avenues de contournement sud-est allant du rond-point de Locoyarn à celui de Kergroix (avenue Lavoisier, avenue des frères Lumières, avenue Bruant et avenue Mitterrand) ont un trafic journalier moyen supérieur à 10 000 véhicules jour.

PDU et observatoire des déplacements

Le nouveau Plan de Déplacements Urbains (PDU) de Lorient Agglomération, adopté en **2012**, répond à 4 grands défis en matière de mobilité.

- un défi **territorial** : organiser le territoire pour que chacun puisse se déplacer de manière durable,
- un défi **social** : assurer le droit à la mobilité pour tous,
- un défi **environnemental** : promouvoir des déplacements propres,
- et un défi **comportemental** : changer nos habitudes.

L'une des actions du PDU prévoit qu'AudéLor et son observatoire des déplacements sont désignés comme étant l'outil de collecte et d'analyse des données liées à la mobilité : trafic routier, covoiturage, stationnement, déplacements doux, trafic ferroviaire, transports collectifs...



Bretagne Sud : 210 000 emplois salariés privés fin 2012

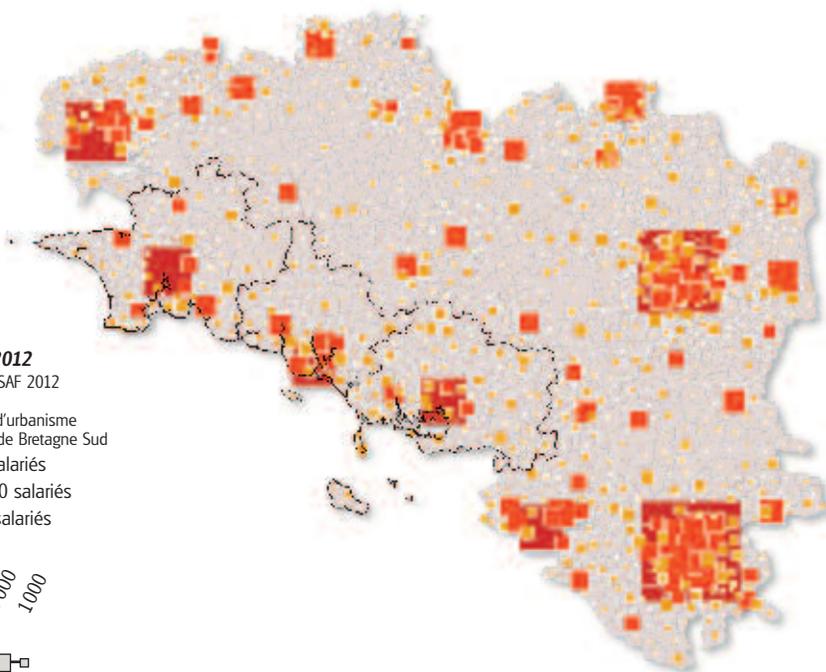
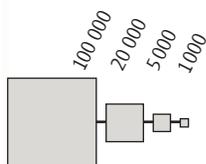
Avec 210 000 emplois salariés privés, la Bretagne Sud représente 27 % du total breton et 18 % de celui de la Bretagne historique.

Son poids est proche de celui de la zone d'emploi de Rennes (227 000) et deux fois supérieur à celui de la zone d'emploi de Brest (103 000). La zone d'emploi de Nantes pèse 308 000 emplois salariés privés.

Nombre d'emplois salariés privés par commune en 2012

Sources : ACOSS - URSSAF 2012
BD GEOFLA © IGN 2013
Réalisation : Agences d'urbanisme et de développement de Bretagne Sud

plus de 20 000 salariés
de 2 000 à 20 000 salariés
moins de 2 000 salariés



Les 3 communes centres dépassent 20 000 emplois salariés privés et représentent 35 % du total de la Bretagne Sud pour 19 % de la population.

11 autres communes dépassent 2 500 emplois (mais n'atteignent pas 6 000 emplois).

Nombre d'emplois salariés privés par commune en 2012

Sources : ACOSS - URSSAF 2012
BD GEOFLA © IGN 2013
Réalisation : Agences d'urbanisme et de développement de Bretagne Sud

plus de 2 500
moins de 2 500

